

**TUNISIE : LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA REFORME, sous la dir. de William ZARTMAN.** - Tunis : Alif - Les Editions de la Méditerranée, 1995. - 255 p.



Cet ouvrage constitue la traduction française de *Tunisia : the political economy of reform*, paru en anglais en 1991 aux éditions African studies library (voir Correspondances n°10, septembre 1993). Cet ensemble de contributions présente et analyse les principales réformes politiques et économiques survenues en Tunisie entre 1987 et 1989-1990. La libéralisation politique, consacrée par le multipartisme et l'ouverture d'un dialogue avec le MTI, a été menée parallèlement à une ouverture économique largement influencée par la contrainte internationale.

La Tunisie se caractérise par l'existence d'un parti dominant qui apparaît également comme un partenaire des autres formations politiques. *Catch-all party*, le RCD se veut parti des agriculteurs, des syndicats, des milieux d'affaires. Cette stratégie semble viable tant que les demandes contradictoires de ces divers groupes sociaux n'apparaissent pas au grand jour (W.ZARTMAN).

L'éclosion d'une bourgeoisie entrepreneuriale a été favorisée par une politique de développement axée sur l'expansion du secteur privé. L'émergence d'une telle bourgeoisie dans des pays comme la Tunisie ou le Maroc préfigure-t-elle l'apparition d'une classe dominante capable de dicter ses choix à l'Etat ? (E.BELLIN). La mise en œuvre d'une politique d'ajustement structurel dès 1986 a sonné le glas des situations rentières, à travers la libéralisation des prix et des importations, la réduction des

dépenses de l'Etat et la dévaluation du dinar. Cette évolution, en introduisant la concurrence et en menaçant les monopoles, donnait à penser que la bourgeoisie industrielle avait désormais les moyens d'accroître son indépendance économique vis-à-vis de l'Etat. En réalité, le monde des affaires en demeure largement tributaire, l'Etat étant perçu avant tout comme le protecteur des entreprises fragilisées par les conséquences induites de l'intégration dans l'économie mondiale.

La restructuration économique s'est accompagnée d'une pression sociale importante (Ridha FERCHIOU). Paradoxalement, certains déséquilibres, telle la montée du chômage, sont en grande partie le résultat des progrès économiques et sociaux accomplis depuis l'indépendance (baisse du taux de mortalité, généralisation de l'enseignement).

Une réflexion sur la politique étrangère de la Tunisie rend compte de la difficulté à maintenir un équilibre entre l'arabité et l'ancrage au sein de l'espace européen (M.J. DEEB & E. LAIPSON).

**COMMENT ON ENSEIGNE L'HISTOIRE EN ALGERIE** ; actes du colloque "L'enseignement de l'Histoire", Oran, 26-27 février 1992 ; sous la responsabilité scientifique de Mohamed GHALEM et Hassan REMAOUN. - Oran : Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, 1995. - 68-116 p. texte arabe-français



Les différents textes en français et en arabe qui composent ces actes de colloque se veulent à la fois un bilan et le point de départ d'une réflexion plus vaste. L'état des lieux, basé sur l'examen des programmes d'enseignement de l'histoire, des analyses de contenu des manuels et des enquêtes par questionnaire auprès des élèves, met en évidence plusieurs points. Il constate, en premier lieu, la forte coloration idéologique de la plupart des manuels du secondaire qui véhiculent souvent des référents arabo-islamiques largement centrés sur le Moyen-Orient, ne laissant à l'Algérie et au Maghreb que la portion congrue. Le traitement de l'histoire du mouvement national et de la guerre de libération se caractérise aussi fortement par l'occultation et l'apologie. En outre, on relève de façon frappante l'absence de textes historiques ou de documents illustratifs susceptibles d'inciter à la réflexion ou à la critique le processus pédagogique donnant la préférence à la mémorisation et l'apprentissage par cœur.

Ce constat est à rapprocher, selon plusieurs auteurs, des conditions de production de l'histoire "savante" en Algérie, qui n'a pas réussi à instaurer de rupture nette avec les autres discours à l'œuvre dans la société et, plus précisément, avec le discours politique. La production historique (d'ailleurs principalement axée sur l'histoire politique) a dès lors été constamment parasitée par le discours des groupes politiques dominants.

Revenant sur ce constat, M.HADDAB appelle à approfondir la démarche par une réflexion sur l'ensemble de l'espace social de l'histoire, c'est-à-dire non seulement une étude du corps des historiens "professionnels", mais aussi des relations que ces derniers entretiennent avec l'ensemble des institutions et des catégories d'agents sociaux concernés par la production, la circulation et la consommation du discours historique. Comprendre l'histoire telle qu'elle s'enseigne nécessite en effet de saisir les stratégies consciemment ou inconsciemment mises en œuvre par des groupes déterminés pour renforcer leur position dans le champ intellectuel et politique.

**JEUNESSE ESTUDIANTINE MAROCAINE. Valeurs et stratégies ; par Rahma Bourqia, Mokhtar El Harras et Driss Ben Saïd.** - Rabat, Université Mohammed V, 1995. - 148 p. - (Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat. Essais et études. 14)



Depuis l'indépendance du Maroc, l'université a joué un rôle important dans la construction de la "jeunesse" comme catégorie sociale. Dans un premier temps, les facultés ont formé les cadres nécessaires à la mise en place des structures administratives du pays. Aujourd'hui, la valeur des diplômes pose problème face à la distorsion existante entre les savoirs acquis dans une institution universitaire et les savoirs demandés par la société. Qu'attendent les étudiants de l'université ? Comment choisissent-ils les filières de formation ? Comment se définissent-ils par rapport aux non étudiants ? Existe-t-il une culture estudiantine ?

L'enquête menée auprès de cinq cents étudiants de l'Université Mohammed V tente de répondre à ces questions. Les auteurs ont établi, à partir de leurs réponses, des profils d'étudiants ; ils définissent leurs valeurs ainsi que les liens qui les unissent à leurs institutions et à leurs familles. Ils sont partis de l'hypothèse que, depuis les années quatre-vingts, face au développement du chômage des diplômés, les étudiants auraient des réactions de rejet à l'égard de la société "adulte". Or, se défiant des institutions, la majorité réagit à la "crise" en utilisant une panoplie de "bricolage" formée d'éléments socio-culturels plutôt qu'en adoptant des idéologies totalisantes. La famille demeure source de valeurs et lieu de "refuge" face à un monde public difficilement maîtrisable.

C'est également à la cellule familiale que l'étudiant a recours pour ses dépenses matérielles. Bien que la relation familiale demeure primordiale, elle ne leur permet d'exprimer ni leur vie intime, ni leurs orientations politiques et professionnelles. Seuls les étudiants aisés affirment discuter avec leurs parents de leurs études.

L'avenir pose problème aux étudiants. La plupart d'entre eux, issus de familles modestes ou du monde rural, rêve de travailler pour l'Etat. Ils font preuve de pragmatisme et manifestent un désir de stabilité, tant dans le choix qu'ils font des filières de formation, que dans leur façon de "bricoler" entre une culture ancestrale et islamique idéale et les réalités vécues. La majorité se prononce contre l'arabisation, estimant que l'utilisation de la langue française est un facteur de promotion sociale.

**LAHBIL-TAGEMOUATI Naïma. - Le Foncier : autopsie du prix et de l'échange. Le cas de la ville de Fès ;** préf. de Jean-Jacques Granelle. - Casablanca : Wallada, 1994. - 326 p. - (Réseaux économiques)



Différentes théories économiques qui tendent à expliquer le fonctionnement des marchés fonciers urbains se heurtent à des difficultés pour déterminer la formation du prix. En prenant pour champ de référence la ville de Fès, Naïma LAHBIL-TAGEMOUATI élargit la problématique des analyses économiques néo-classique, néo marxiste ou statistique, et se propose d'interpréter le foncier urbain en faisant appel à un concept emprunté à l'anthropologie - plus précisément à E. DURKHEIM et M. MAUSS - le *fait social total*. Son analyse prend en compte les déterminants sociaux et, notamment, le rôle de l'Etat, des propriétaires fonciers ainsi que des consommateurs en tant qu'acteurs.

A partir d'une instrumentation absolument différente, les deux analyses économiques, néo-classique et marxiste, se rejoignent, en effet, dans leur ultime conclusion : si la rente foncière renvoie à la demande, le marché foncier est alors dominé par la promotion immobilière. Or l'étude, à Fès, de la politique foncière des promoteurs immobiliers montre que ce segment de la demande n'y joue pas un rôle prédominant. Quant à la statistique, de nature empirique, malgré la sophistication de ses outils d'analyse, elle ne saurait remplacer une interprétation théorique. Il devient alors nécessaire de faire appel à d'autres sphères de la connaissance.

L'application de la catégorie *fait social total* au foncier urbain constitue un cadre qui permet à l'auteur d'articuler deux champs d'analyse, l'économique et le social pris dans une acception large, le prix du bien foncier et son échange étant considérés comme deux aspects liés mais distincts. La présentation de quelques aspects caractéristiques de l'échange du bien foncier - à travers la pratique foncière étatique et celle des constructeurs de logements essentiellement - lui permet ainsi de montrer que l'on est bien en présence d'un *fait social total* : le foncier urbain étant soumis à un impératif politico-idéologique, l'action de l'Etat dans le secteur des lotissements publics peut demeurer autonome face à la logique du capital.

**LES RAPPORTS VILLES-CAMPAGNES SUR LA BORDURE MERIDIONALE DU PAYS JBALA ; coord. M. Refass, A. Zougari.** - Groupe Pluridisciplinaire d'Étude sur les Jbala : Rabat, 1995. - 76+54 p. texte arabe-français



L'objectif de ce groupe à dominante géographique est de mesurer le rôle des villes du nord-ouest marocain dans la structuration de leurs rapports avec le monde rural qui les entoure. Trois villes aux fonctions différentes focalisent l'intérêt : Ksar-el-Kébir, Ouezzane et Fès.

Malgré les "malheurs" de l'époque médiévale, la ville de Ksar-el-Kébir a rayonné sur le plan culturel, aux temps des Almohades et des Mérinides. Devenue à partir du XVIème siècle le centre du *jihâd* contre les Portugais, elle s'est doté d'une assise foncière et a consolidé ainsi sa domination sur son territoire : la rente foncière et le réinvestissement du capital urbain dans le sol permettent, jusqu'à nos jours, à la bourgeoisie kasraoui d'exercer un réel pouvoir dans la région.

Entourée de nombreuses tribus, la ville-zaouia de Ouezzane est, actuellement, avec son marché permanent, la plaque tournante de flux d'hommes et de marchandises à destination des autres régions du pays. Jusqu'à la fin du XIXème siècle, les *chorfas* y exerçaient un double rôle d'appui au pouvoir du *Makhzen* et d'arbitrage entre les tribus. Contrairement à Ksar-el-Kébir, elle a connu à partir de cette date, un rétrécissement de son champ d'influence (limitation du domaine foncier au profit de la colonisation et crise de l'artisanat en rapport avec la pénétration de l'économie moderne). L'accentuation des flux migratoires et la précarité des conditions de vie en constituent, aujourd'hui, la manifestation. On assiste à un phénomène migratoire à

double sens, observé également à Fès : le départ des citadins ouezzaniens, d'un côté, l'afflux croissant de ruraux, de l'autre. De nouvelles données agissent également pour réduire l'influence des *chorfas*.

D'une ville dont l'influence s'étendait sur tout le territoire marocain, Fès a vu son rayonnement se rétrécir au cours du XXème siècle au seul espace rural pré-rifain. Le mécanisme en est décrypté à travers l'analyse des courants migratoires. Depuis les années quarante surtout, l'immigration s'est intensifiée, entraînant de profondes mutations d'ordre économique, social et culturel. Cité de l'intérieur, Fès subit, de nos jours, les conséquences d'une dynamique inégalitaire qui profite aux villes de la côte atlantique.

Par delà leur diversité, ces contributions posent les premiers jalons d'une recherche régionale sur les rapports villes-campagnes où l'interaction entre les espaces est à la fois forte et ancienne.

### Livres reçus à la bibliothèque de l'IRMC

**La Ville arabe et islamique** : l'impact de la législation sur la construction d'un environnement urbain. - Ryad : Dar Sahn, 1994. - 296p.  
**AZIZ (Mounir), TAIBI (Yacine).** - **Algérie 2000** : scénarios d'évolution - Tunis : Freidrich Ebert Stiftung, 1995. - 145p.  
**Atlas préhistorique de la Tunisie. 12. El Djem.** - Rome : Ecole française de Rome. - Tunis : INP, 1995. - 26p.  
**BALDINETTI, Anna.** - **Carte private di Carlo Alfonso e Maria Nallino: inventario.** - Rome: Istituto per l'Oriente, 1995. - 97p.  
**BENYOUCEF, Brahim.** - **Analyse urbaine** : éléments de méthodologie. - Alger: OPU, 1995. - 60p.  
**BIGET, Jean-Louis.** - **Panoramas urbains.** Situation de l'histoire des villes. - ENS Editions Fontenay/Saint-Cloud, 1995. - 348p.  
**BLANC, François-Paul.** - **Le Droit musulman.** - Paris : Dalloz, 1995. - 138 p.  
**BOZZO (Anna).** - **L'Algeria nei documenti dell'archivio di stato di Napoli, fondo Affari esteri (1782-1862).** - Rome : Istituto per l'Oriente, 1992. - 416p.  
**Banque mondiale.** - **Rapport sur le développement dans le monde : 1995.** - Washington, 1995. - X-275p.  
**Bibliographie berbère annotée : 1993-1994.** - Aix-en-Provence : IREMAM, 1995. - 199p.  
**CHABBI, Muhammed Habib.** - **Ibn Khaldun : science et société.** - Tunis, 1995. - 79p.  
**CILARDO (Agostino).** - **Teorie sulle origini del diritto islamico.** - Rome : Istituto per l'Oriente, 1990. - 287p.

**CLANCY-SMITH, Julla A.** - **Rebel and saint** : muslim notables, populist protest, colonial encounters (Algeria and Tunisia, 1800-1904). - Los Angeles : University of California Press, 1994  
**CREDIF (Tunis).** - **Femmes du bout des doigts : les gisements du savoir-faire en Tunisie.** - Tunis, 1995. - 93p.  
**CREDIF (Tunis).** - **Les Tunisiennes** - Tunis, 1995. - 55p.  
**DAGHER, Albert.** - **L'Etat et l'économie au Liban.** - Beyrouth : CERMOC, 1995. - 222p.  
**DAGHFOUS (Radhi).** - **Le Yamân islamique** (Ier-IIIème s., VIIème-IXème s.). - Tunis : Université de Tunis I, 1995. - 2 vol. - 1079p.  
**DAWADI (Zouheir).** - **Al-Watanliyya wa hajis at-tarikh fy flkr ach-chaykh Abdel-Aziz THALBI.** - Tunis : Cérés Editions, 1995. - 136p.  
**DIVE, Gérard.** - **Recueil bibliographique relatif aux droits de l'homme.** - Bruxelles : Bruylant, 1995. - 286p.  
**Différence et cultures en Europe,** sous la dir. de Carmel Camilleri. - éd. du Conseil de l'Europe, 1995. - 221p.  
**Europa '96** : programa de reforma para la Union Europea. - G. Tersloh : Editorial Fundacion Bertelsmann, 1995. - 66p.  
**Femmes et développement,** Alger, 18-21 octobre 1994. - Oran : CRASC, 1995. - 358p.  
**Foi et justice** ; éd. par le Groupe de recherches islamo-chrétien. - Paris : Centurion, 1993. - 325p.  
**HABSHUSH, Hayôm.** - **Yémen : récit.** - Arles : Actes Sud ; Sanaa : CEFVEJ, 1995. - 209p.

**HADJ-MOUSSA, Ratiba.** - **Le Corps, l'histoire, le territoire** : les rapports de genre dans le cinéma algérien. - Paris : Publisud, 1994. - 322p.  
**IMA (Paris).** - **Catalogue des périodiques** conservés à la bibliothèque de l'Institut du Monde Arabe (juin 1994). - Paris : IMA, 1994. 122-139p.  
**INSE (Tunis).** - **Les Compétences de base et les objets terminaux d'intégration dans l'enseignement de base.** - Tunis : INSE : UNICEF, 1995. - 113-149p.  
**Le Maroc et l'Union Européenne.** - Rabat : Délégation de la Commission Européenne au royaume du Maroc, 1995. - 36p.  
**ORSTOM (Paris).** - **L'ORSTOM en 1993 et 1994** : rapport annuel. - Paris : ORSTOM, 1995. - 35p.  
**Popularité de la philosophie.** - Fontenay/Saint-Cloud : ENS éd. 1995. - 461p.  
**La Presqu'île de Zarzis à travers l'histoire.** - Tunis : Association pour la sauvegarde du patrimoine de la presqu'île de Zarzis, 1995. - 68-67p.  
**SAHLI, Sadok.** - **Famille et Etat en Tunisie.** - Tunis : CDN, 1995. - 92p.  
**La Société civile dans les pays du Maghreb,** Bruxelles, 29 novembre-1er décembre 1993 ; éd. Wolfgang Heinz. - Bruxelles : Fondation Friedrich Naumann, 1995. - 100p.  
**Structures familiales et rôles sociaux,** Tunis, 3-4 février 1994. - Tunis : Cérés Editions, ISEFC, 1995. - 201-79p.  
**URBAMA (Tours).** - **2000 thèses sur le Maghreb** soutenues dans les universités françaises entre 1968 et 1994. - Tours, 1995. - 4 fasc.

**REVUE  
MAROC-EUROPE**

N° 8 - 1995

*Economies marocaines*

Le parti pris de rassembler des contributions plus monographiques que théoriques, micro-économiques que macro-économiques et la volonté d'inclure dans la réflexion les dimensions sociales et un point de vue historique sur les mutations qui affectent l'économie marocaine constituent l'originalité de ce dossier. On y analyse notamment les ressorts du développement du négoce et de l'évolution de l'économie rurale. Autre point fort, le recours à des sources souvent méconnues ou peu exploitées, telles que archives familiales (M.OUNIA), sources épistolaires (J.-L.MIEGE), comptes ou actes notariés.

Parmi les monographies, on lira les études de M.BENHAL sur les réseaux et les filières migratoires soussis, de F.SEFRIOUI à propos de la genèse de l'espace industriel du Grand Casablanca de 1912 à 1956, d'A.GUITOUNI concernant la position marginale et l'intégration dans l'économie nationale de la région de "l'Occident", de J.-L.MIEGE sur les éléments sociaux et économiques du commerce à Mogador, ou encore de M.OUNIA sur la diversité des types de propriétés foncières dans le Rif central précolonial. Celles-ci gagnent une plus large portée à la lecture de l'article d'A.SADIK sur l'évolution de l'économie semi-libérale marocaine et sur l'affermissement du système socio-économique depuis l'indépendance. Le rapprochement des analyses théoriques et globales, fondées sur des données statistiques contemporaines, avec des monographies historiques enrichit ainsi la réflexion en mettant en évidence la complexité et la diversité, dans l'histoire et dans l'espace, des *économies marocaines*.

- ▲ Editions la Porte - Librairie Aux Belles Images - 281, avenue Mohamed V - Rabat - tel. 70 99 58/70 64 78 - fax 70 64 78.

**REVUE  
D'ECONOMIE DU  
DEVELOPPEMENT**

N° 1995/1 - mars 1995

On attend généralement de la libéralisation des économies des pays du sud et des accords de libre-échange passés avec certains pays du nord (ALENA, UE-pays du Maghreb, etc.) un effet positif sur les principaux déterminants des mouvements migratoires que constitue le niveau des salaires et de l'emploi.

Pour M.SCHIFF, si cette relation entre libéralisation et mouvements migratoires existe bien, son sens et surtout son intensité dépendent à la fois du degré de libéralisation au nord et au sud, de leur concordance dans le temps, mais aussi des secteurs considérés. En effet, le ralentissement des flux migratoires peut être contrarié par la baisse du coût de la migration.

Dans le cas du Maroc, D.COGNEAU et G.TAPINOS estiment ainsi qu'il faudrait une relance plus marquée des exportations agricoles et manufacturières pour obtenir un impact significatif du libre-échange sur la réduction des flux migratoires vers les pays du nord de la Méditerranée.

A partir d'une étude économétrique portant sur les déterminants des résultats scolaires, N-E.HIJRI, C.MONTMARQUETTE et F.MOURJI aboutissent à des résultats qui permettent de mieux comprendre le système scolaire marocain et le rôle du milieu social, notamment familial, parmi les déterminants du *rendement scolaire des élèves*.

F.ORIVEL s'interroge sur les raisons pouvant expliquer qu'en Afrique sub-saharienne, le rôle de l'éducation primaire dans la croissance économique reste assez limité. Il relève des causes qui tiennent soit aux politiques macro-économiques, qui n'ont pas permis de tirer profit de l'investissement éducatif, soit des politiques éducatives elles-mêmes, qui n'ont pas su se donner les bons objectifs.

On lira enfin, deux notes critiques sur les hypothèses de base du *modèle à dynamique démo-économique chaotique de Day* (G. BLANCHET et G. DUFRENOT).

- ▲ Presses Universitaires de France - 14, avenue du Bois-de-l'Epine - BP 90 - 91003 Evry Cedex - tél. (1) 60 77 82 05 - fax (1) 60 79 20 45.

**CAHIERS DE LA  
MEDITERRANEE**

N° 49 - décembre 1994

*La Tunisie : une dynamique de mutation*

Ce numéro spécial pluridisciplinaire propose un tableau dynamique de la Tunisie à la fin de ce XX<sup>ème</sup> siècle. De multiples champs d'intérêt scientifique y interfèrent. Le résultat est largement positif : des contributions variées balisent l'évolution de la Tunisie depuis l'époque précoloniale, l'accent étant mis sur les dimensions sociologiques et économiques.

Aux historiens revient de définir le cadre général des *mutations tunisiennes* : Kh.CHATER les aborde à travers l'*establishment tunisien* en analysant les systèmes d'alliances entre les piliers des différents régimes qui se sont succédé dans le pays ; A.BEN HAMIDA étudie les vicissitudes des rapports entre l'Etat et l'UGTT à l'époque de l'indépendance.

La promotion féminine et les repères de sa dynamique (S.CHATER), la montée de l'intégrisme et sa gestion (A.HERMASSI), les problèmes de la marginalité et de l'exclusion à travers l'étude de la criminalité féminine (S.LAROUCSI-ZAHAR) et celle de la pauvreté (R.BEN AMOR), focalisent l'intérêt des sociologues.

La dynamique économique-géographique est appréhendée par les géographes. A.CHERIF analyse le potentiel hydraulique et sa gestion dans le quotidien et dans le cadre d'aménagements intégrés. H.DLALA étudie les modèles de développement industriel adoptés et leur impact sur les mutations socio-économiques. A.BELHADI montre comment les actions de développement renforcent la dynamique inégalitaire au profit du littoral, même si elles améliorent en même temps le niveau de vie des régions. Enfin, H.MZABI met en évidence les effets positifs de l'émigration dans la Tunisie du sud-est sur la consommation des ménages et sur l'investissement dans l'immobilier, l'artisanat et l'industrie.

- ▲ Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine - B.P. 209 - 06204 Nice Cedex 3.